

Notre Dame des Landes : l'abandon, c'est maintenant !

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 7 mai 2014

Rassemblement les 5 et 6 juillet !

2 milliards d'économies sur le budget de la défense ? 3 milliards par an pour une autre politique, c'est possible en sortant du nucléaire militaire !

Une polémique a opposé ce week-end Xavier Bertrand (UMP) et le premier ministre Manuel Valls sur l'existence d'un plan caché de 2 milliards par an pendant trois à quatre ans sur le budget de la défense. Xavier Bertrand s'en inquiète, Manuel Valls l'a démentie. Nous la souhaitons mais pour mieux utiliser cet argent, pas pour le voir disparaître dans le puit sans fond de l'austérité.

Cette économie est possible, souhaitable et peut même être plus importante en abandonnant la force de frappe nucléaire : cela permettrait de mieux utiliser les 2,7 à 3,8 milliards d'Euros qu'elle coûte chaque année.

Menace pour la paix mondiale pendant la guerre froide – comme les arsenaux anglais, soviétiques ou américains – elle est au mieux devenue inutile aujourd'hui. Les derniers événements d'Ukraine montrent qu'elle n'empêche en rien les coups de force militaires sur le continent.

L'abandonner de manière unilatérale serait un geste politique fort pour une France et une Europe relançant une politique mondiale de dénucléarisation et de désarmement de tous les types d'armement comme le défend le programme du Front de gauche « L'humain d'abord ». Au-delà, une autre politique, renonçant à l'impérialisme de la France en Afrique et dans le monde, se tournant vers une approche en terme de prévention des conflits et de défense civile non-violente permettrait de mieux utiliser, à des usages pacifiques, une partie significative des presque 40 milliards annuels dépensés pour

l'armée en France, troisième budget de l'Etat, 4e budget mondial.

Ces 3 milliards d'euros ne doivent pas se volatiliser dans la politique d'austérité du gouvernement mais être réutilisés pour une autre politique sociale et écologique. Comme l'a montré la Conférence environnementale de septembre 2012, avec seulement un tiers de cette somme, il serait par exemple possible de rénover 500.000 à 600.000 logements par an, de réduire de 38% la consommation d'énergie du secteur du bâtiment d'ici à 2020 et de créer plus de 75 000 emplois.

Le 13 mai 2014.